



*Établissement public du ministère  
chargé du développement durable*

# **PLAN D'ÉVALUATION**

## **2009-2012**

### **pour les évaluations thématiques des aides de l'agence de l'eau Loire-Bretagne**

Le conseil d'administration de l'agence a créé en 2007 un groupe de travail, le groupe permanent d'évaluation, composé de membres issus de la commission « programme » du conseil d'administration et de la commission « finances et programmation » du comité de bassin. Il a chargé ce groupe d'élaborer le plan d'évaluation des aides de l'agence sur la période 2009-2012.

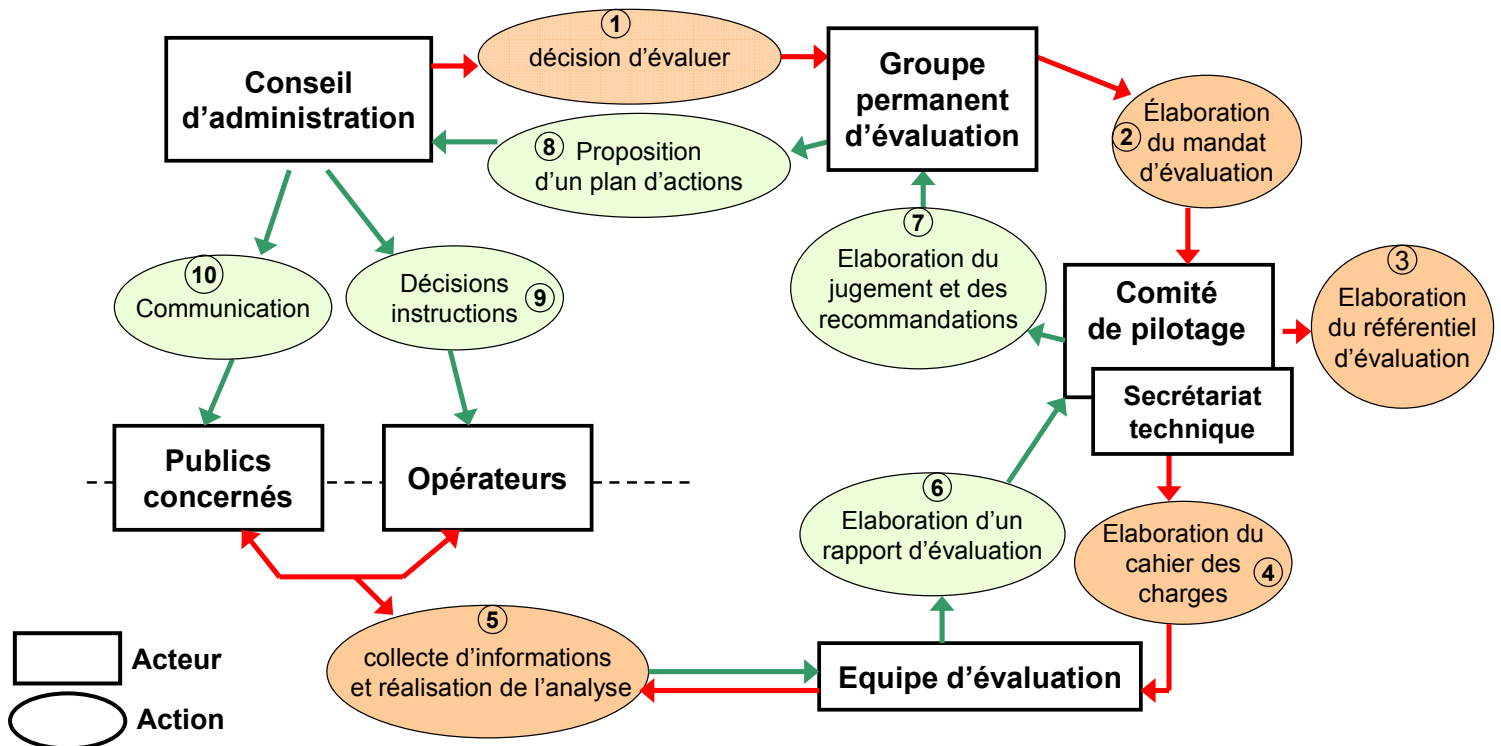
Ce plan est un cadre de référence qui précise le dispositif d'évaluation, les évaluations thématiques à conduire avec le calendrier de réalisation, les modalités d'utilisation et de valorisation des résultats issus des évaluations.

## I - Le dispositif d'évaluation

Le dispositif précise les rôles et les responsabilités de chaque type d'acteur impliqué dans une évaluation thématique.

Il peut être schématisé de la façon suivante :

### Le dispositif d'évaluation de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



Le *commanditaire* est le conseil d'administration. Il prend la décision d'évaluer (1) et confie au *groupe permanent d'évaluation* le suivi des évaluations. Pour chaque évaluation, le groupe permanent élabore un mandat d'évaluation (2), un document d'engagement qui précise les objectifs de l'évaluation, son champ, son organisation et ses délais. Il donne ce mandat à une instance d'évaluation pour piloter l'évaluation, que l'on appelle alors *comité de pilotage*. Le comité de pilotage associe les différentes parties prenantes de l'objet évalué, depuis les décideurs, les opérateurs jusqu'aux bénéficiaires des aides. C'est la raison pour laquelle il faut recréer un comité de pilotage à chaque évaluation. Deux à trois membres du groupe permanent, appartenant à l'une des trois catégories d'acteurs, participent à ce comité. Ils sont alors les rapporteurs de l'évaluation pour le compte du groupe permanent. Le comité est présidé par une personnalité qui ne fait pas partie des trois catégories d'acteurs de l'évaluation.

Le comité de pilotage construit le référentiel de l'évaluation (3), en choisissant les questions évaluatives et les critères de jugement. Ces questions portent essentiellement sur l'efficacité et sur l'efficience des aides. Le comité suit la réalisation de l'évaluation et élabore un jugement collectif des aides sur la base du référentiel. Il termine en concevant des recommandations qu'il adresse au groupe permanent (7), ces recommandations devant répondre au mandat et notamment proposer des améliorations pour les aides. Le groupe permanent traduit ces recommandations en un plan d'actions (8) qu'il propose au conseil d'administration pour

validation. Celui-ci prend acte du jugement de valeur rendu par le comité de pilotage et débat du plan d'actions élaboré par le groupe permanent. Il prend une délibération (9) qui permet ensuite aux services de l'agence de mettre en œuvre le plan d'action. Les actions de communication (10) qui suivent sont précisées au chapitre III de cette note.

Le comité de pilotage est assisté d'un *secrétariat technique* composé du chef de projet « évaluation des politiques publiques » et de membres des directions et/ou des délégations de l'agence directement concernées par le thème. L'externalisation étant le choix fait pour réaliser les évaluations, le secrétariat technique rédige le cahier des charges (4) et recrute l'équipe d'évaluation. Cette équipe est constituée d'un cabinet spécialisé en évaluation de politique publique et d'un cabinet spécialisé dans la thématique abordée. Sa mission consiste à collecter les données existantes, à rechercher les autres informations sur le terrain, à les analyser (5) pour proposer au comité de pilotage des réponses aux questions évaluatives (6) qui serviront à ce dernier à formuler son jugement.

## II - Les thèmes d'évaluation

---

Le principe des évaluations thématiques est de juger l'efficacité et l'efficience des aides de l'agence qui ont comme impact final la réponse au problème posé par la thématique en question.

Plusieurs thèmes ont été proposés par les membres du groupe permanent, et leur évaluabilité a été précisée.

Dans le cadre de ce plan 2009-2012, le groupe a retenu par ordre de priorité les 4 thèmes suivants, étant entendu que le quatrième ne serait réalisé que si le calendrier le permet :

1. aides pour la réduction des nitrates d'origine agricole
2. aides pour la restauration de la morphologie des milieux aquatiques
3. aides pour l'assainissement des petites collectivités
4. aides pour le contrat territorial

### 2.1- évaluation des aides pour la réduction des nitrates d'origine agricole

L'évaluabilité de ce thème est jugée moyenne, ce qui signifie qu'il faut s'attendre à une évaluation difficile et de durée assez longue.

Le champ d'évaluation comprendra toutes les aides du 9<sup>e</sup> programme concourant à la réduction des excès de nitrates d'origine agricole. Si nécessaire, l'évaluation pourra aller analyser les effets de certaines aides du 8<sup>e</sup> programme ou du début du 9<sup>e</sup> non reconduites dans le programme actuel.

La distinction entre les zones d'élevage et les zones de grandes cultures sera faite. L'impact final attendu des aides est la réduction de quantité de nitrates en excès dans les eaux. Le lien de cause à effet entre les aides de l'agence et cet impact final est difficile à appréhender dans la mesure où :

- de nombreux autres acteurs publics interviennent dans ce champ,
- le temps de réponse du milieu est plus ou moins long,
- l'effet de hydrologie sur les quantités d'azote dans les eaux est très fort.

La question de la territorialité, ou de l'adéquation des aides aux territoires à enjeu, a été posée.

## **2.2 – évaluation des aides pour la restauration de la morphologie des milieux aquatiques**

L'évaluabilité de ce thème est considérée comme très bonne.

Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'atteinte du bon état des masses d'eau. A priori les actions peuvent avoir des effets multiples : sur la morphologie des cours d'eau mais aussi sur la biologie et sur la qualité de l'eau. Parmi ceux-ci se posent la question de leur immédiateté et de leur visibilité. Certains peuvent apparaître immédiatement mais sont peu visibles, d'autres mettront plus de temps à se produire mais seront plus visibles. Il faudra commencer cette évaluation par bien définir les effets attendus des aides et en particulier l'impact final.

La question des conditions à réunir pour avoir des effets majeurs a été posée.

## **2.3 - évaluation des aides pour l'assainissement des petites collectivités**

L'évaluabilité de ce thème est considérée comme bonne à moyenne.

Cette thématique est en lien avec la politique solidarité urbain rural.

Les questions sont bien celles des effets de ce type de réalisation sur le milieu et pour la collectivité. Le champ de l'évaluation regroupe deux types de réalisations :

- l'assainissement non collectif,
- l'assainissement collectif : les petites stations d'épuration et le réseau de collecte des eaux usées.

Dans le premier cas, il a surtout été précisé un besoin de connaissance pour pouvoir conseiller le meilleur dispositif après un diagnostic qui a identifié un point noir ou qui a relevé la nécessité d'investissements lourds. La question de l'efficacité de ces aides est alors importante surtout si on considère qu'elles nécessitent beaucoup de moyens humains de la part de l'agence. La difficulté réside dans le fait qu'il n'y a pas eu beaucoup d'opérations dans le 8<sup>e</sup> programme qui auraient pu être analysées pour approcher les effets de ce type de réalisation. Pour les deux premières années du 9<sup>e</sup> programme, il y eu de nombreuses aides pour des diagnostics mais très peu pour des réhabilitations et l'évaluation peut chercher à en comprendre la raison.

Pour l'assainissement collectif, c'est surtout la question de l'efficacité qui est posée, à savoir le rapport entre l'effet sur le milieu naturel et les moyens financiers et humaines mobilisés.

## **2.4 – évaluation des aides pour le contrat territorial**

L'évaluabilité de ce thème est jugée bonne.

Les effets du contrat peuvent être en partie repris dans les deux précédentes évaluations. Mais avec celle-ci il s'agira de répondre plus spécifiquement à la question de la plus value du contrat par rapport à des opérations ponctuelles, quels en sont les avantages et les inconvénients. Il faudra aussi s'intéresser aux conditions pour le rendre efficace.

Il a été relevé un besoin de compréhension du fonctionnement du contrat, et la question des conditions pour qu'il puisse fonctionner a également été posée.

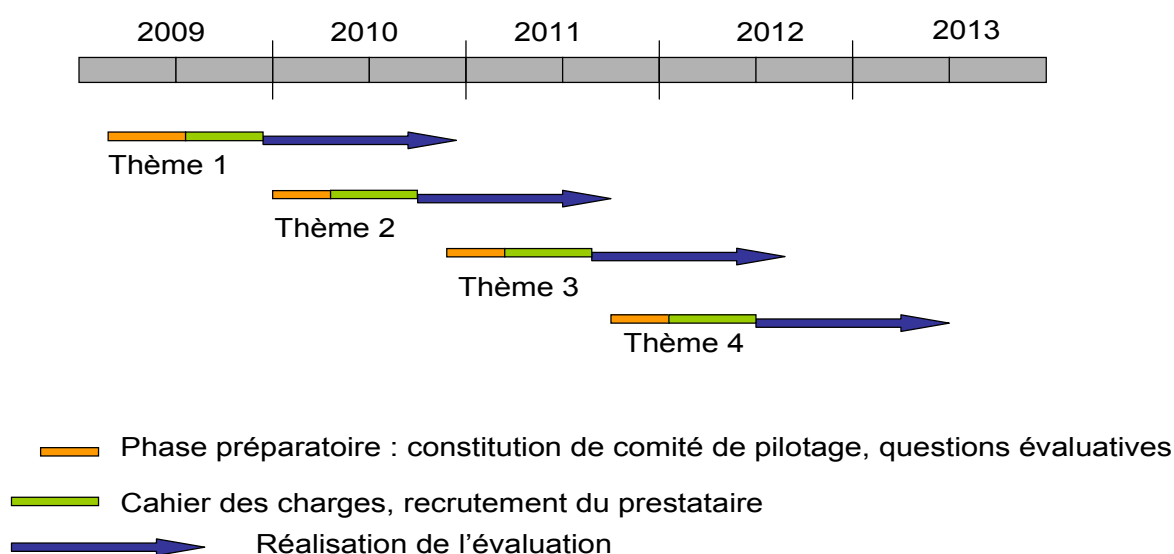
Dans la mesure où les effets du contrat peuvent être longs à apparaître, il a été proposé de commencer cette évaluation par une première réflexion sur l'émergence et le fonctionnement du contrat territorial, et dans un deuxième temps de se poser les questions sur l'efficacité et l'efficacité de ce dispositif au vu de ses effets.

## 2.4 – calendrier de réalisation

Une évaluation se décompose en différentes phases :

- une phase préparatoire, qui consiste à constituer le comité de pilotage et le secrétariat technique, à élaborer un diagramme logique des impacts puis les questions évaluatives déclinées en critères de jugement. Ces éléments sont traduits en un cahier des charges qui sert à recruter l'équipe d'évaluation ;
- une phase de réalisation de l'évaluation, qui commence par finaliser le référentiel et la méthode puis la met en œuvre jusqu'à l'élaboration du jugement collectif et des recommandations.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :



## III - modalités d'utilisation et de valorisation des résultats

---

Les résultats d'une évaluation sont de différentes natures. Il y a les produits proprement dits de l'évaluation, à savoir le *rapport présentant le jugement* du comité de pilotage sur les aides en lien avec le référentiel de l'évaluation, et le *rapport précisant les recommandations* que le comité fait à l'agence. Puis il y a le *plan d'actions* que le groupe permanent d'évaluation propose au conseil d'administration à partir des recommandations du comité.

L'utilisation principale des résultats est la mise en œuvre du plan d'actions une fois validé par le conseil d'administration. Un suivi de ce plan est mis en place et précise les différents services concernés ainsi que les échéances des actions.

La valorisation directe des résultats passe par des actions de communication, à la fois interne et externe.

En matière de *communication interne*, des exposés sont proposés aux agents en particulier vis-à-vis du public directement concerné par les aides de l'agence. Les publications internes

sont utilisées également pour présenter l'évaluation et ses résultats. Les produits de chaque évaluation terminée sont par ailleurs disponibles sur le site extranet de l'agence.

En matière de *communication externe*, un des rapporteurs de l'évaluation, membre du groupe permanent d'évaluation, présente en séance du comité de bassin les principaux éléments à connaître des résultats de l'évaluation en question. De plus, le site internet de l'agence comporte une rubrique « évaluation des aides ». Celle-ci renvoie à une page d'explicitation de la démarche et présente le plan d'évaluation en cours. Les produits de chaque évaluation terminée sont téléchargeables à partir de liens sur cette page.

Une valorisation indirecte peut consister à utiliser les résultats d'une l'évaluation pour améliorer la compréhension du programme de l'agence et du dispositif d'aides. En effet, l'explicitation des effets attendus des aides, menée dans les phases préparatoires de l'évaluation, contribue à donner plus de lisibilité quant à la finalité des aides.